

N° DP 25/274

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N°5 AU MARCHE 66RL21 TRAVAUX DE CREATION D'ALIMENTATION ELECTRIQUE DES QUAIS DU PORT TOULON COTE D'AZUR

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles,

VU l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique qui indique que le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché n°66RL21 ayant pour objet les travaux de création d'alimentation électrique des quais du port TOULON COTE D'AZUR, notifié le 02/05/2021 au Groupement ABB FRANCE / EIFFAGE CONSTRUCTION SUD EST / SA ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE pour un montant de :

Tranche ferme :	11 141 301.17€ HT
Tranche optionnelle 1 :	2 109 284.69 € HT
Tranche optionnelle 2 :	483 931.14 € HT
Tranche optionnelle 3 :	1 362 207.00 € HT
Tranche optionnelle 4 :	4 842.00 € HT
Tranche optionnelle 5 :	1 961 246.00 € HT
TOTAL :	17 062 812.00 € HT,

VU l'avenant n°1 notifié le 14 février 2022, augmentant le marché de 470 813.54 € HT,

VU l'avenant n°2 notifié le 21 juin 2022, augmentant le marché de 898 002.53 € HT,

VU l'avenant n°3 notifié le 1^{er} février 2023, rectifiant des erreurs sur les indices de révision,

VU l'avenant n°4 notifié le 5 août 2024, ajoutant des prestations complémentaires pour un montant de 910 320.77 € HT,

VU le projet d'avenant n°5, ci annexé,

VU l'ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire en date du 10 février 2025,

VU l'avis de la CAO en date du 25/02/2025,

CONSIDERANT que dans le cadre de la réalisation des infrastructures d'électrification des quais de TCA, l'éclairage défini au cahier des charges a pour but d'assurer la sécurisation du cheminement piéton ainsi qu'un éclairage d'ambiance de la zone d'attente des personnes avant embarquement,

CONSIDERANT que pour des raisons d'exploitation la CCIV a demandé que soit réalisé le renforcement de l'éclairage initial afin d'augmenter le niveau d'éclairement global sur la zone de l'ombrière pour assurer la sécurité des passagers en attente,

CONSIDERANT que cette demande nécessite l'introduction d'un prix nouveau, dont le montant est de 41 383.46 € HT, soit 0.24 % du montant du marché initial,

CONSIDERANT que le montant cumulé des augmentations introduites par avenant représente 13.61 % du montant initial du marché,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'avenant n°4 au marché 66RL21 avec le Groupement ABB FRANCE / EIFFAGE CONSTRUCTION SUD EST / SA ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE, ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération 60200, au budget Annexe du Port de Toulon.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

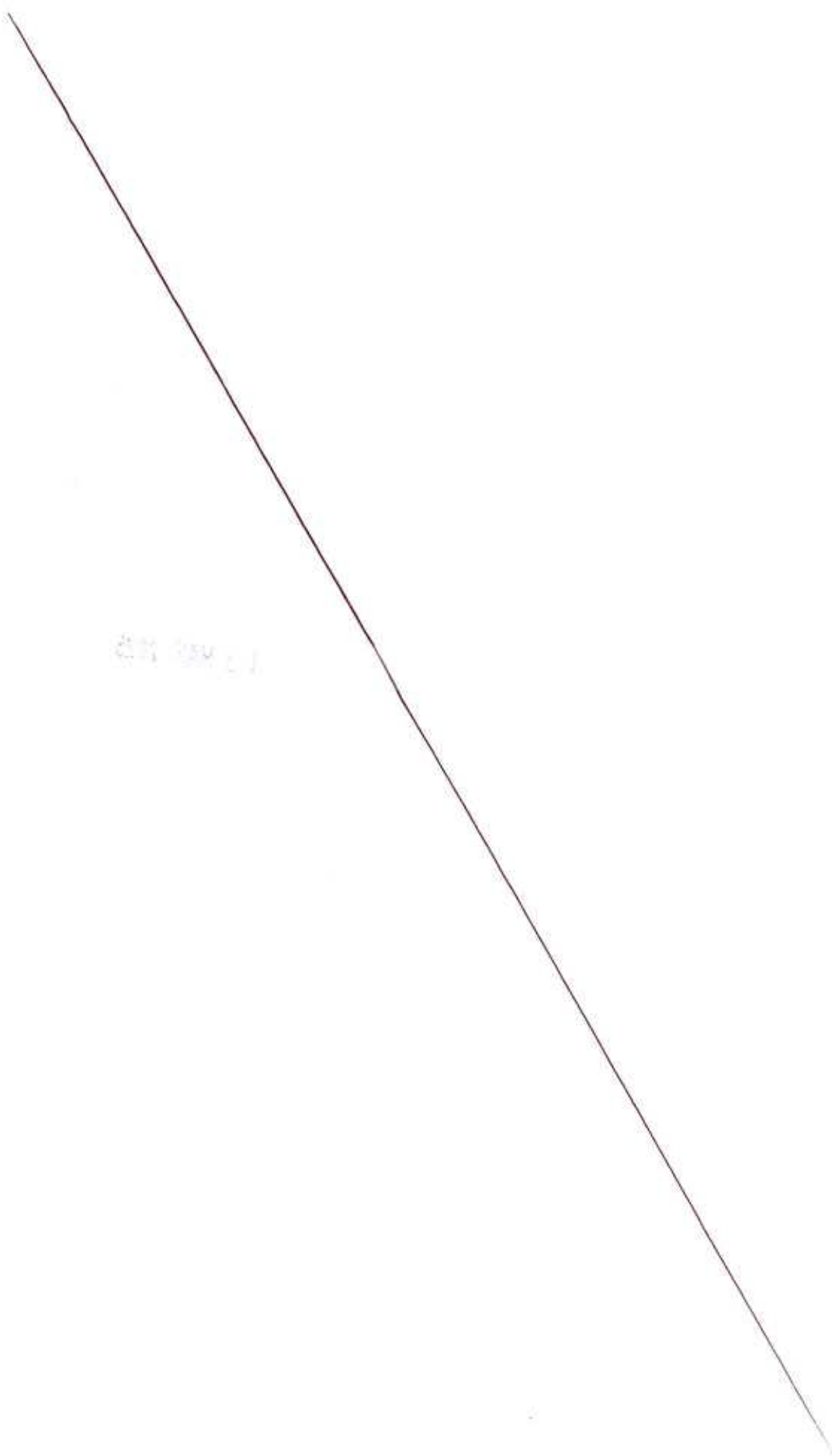
Fait à Toulon, le 13 MAR. 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes, representing the name Jean-Pierre Giran.



201 201 2.1

MARCHE N°66RL21-21365
Travaux de création d'alimentation électrique
des quais du port Toulon Côte d'Azur
AVENANT N° 5

A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE

Etablissement Public : Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président en exercice ;

Direction : Direction Générale des Services techniques

Titulaire initial du marché : ABB FRANCE / EIFFAGE CONSTRUCTION SUD EST/SA ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE, groupement conjoint avec mandataire solidaire, représentée par Mohamed AIT-MOULAY, Responsable de la division Marine et port du mandataire,

Date de notification : 25/05/2021

Montant initial du marché :

Tranche ferme : 11 141 301.17€HT

Tranche optionnelle 1 : 2 109 284.69 €HT

Tranche optionnelle 2 : 483 931.14 €HT

Tranche optionnelle 3 : 1 362 207.00 €HT

Tranche optionnelle 4 : 4 842.00 €HT

Tranche optionnelle 5 : 1 961 246.00 €HT

TOTAL : 17 062 812.00 €HT

Avenant 1 notifié le 14 février 2022 : + 470 813.54 €HT

Avenant 2 notifié le 21 juin 2022 : + 898 002.53 €HT.

Avenant 3 notifié le 1^{er} février 2023 : rectification indices révision

Avenant 4 notifié le 5 août 2024 : prestations complémentaires + 910 320.77 €HT

Imputation budgétaire : Opérations 60 200

ANNEXES : Répartition entre co-traitant/ Sous-détail / Devis

ENTRE-LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et

D'une part,

Monsieur Mohamed AIT-MOULAY, Responsable de la division Marine et port du mandataire,

D'autre part,

IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIIT :

B - OBJET DE L'AVENANT

Article 1 : Objet

Dans le cadre de la réalisation des infrastructures d'électrification des quais de TCA, l'éclairage défini au cahier des charges a pour but d'assurer la sécurisation du cheminement piéton ainsi qu'un éclairage d'ambiance de la zone d'attente des personnes avant embarquement.

Pour des raisons d'exploitation la CCIV a demandé que soit réalisé le renforcement de l'éclairage initial afin d'augmenter le niveau d'éclairement global sur la zone de l'ombrière pour assurer la sécurité des passagers en attente.

Cette prestation est détaillée dans le sous-détail et le devis annexés au présent avenant.

Article 2 : Montant de l'avenant

Cette prestation complémentaire a été notifié par Ordre de service le 10.02.2025.

Le montant est de **41 383.46 €HT.**

Article 3 : Application du marché modifié

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

C - SIGNATURES

Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée
Pour le Président, par délégation,
Le Directeur Général Adjoint des Services

Pour le titulaire du marché,

Claude WEISSE

Alexandre Corcellut

ANNEXES

- **Répartition entre co-traitants**
- **Sous-détail**
- **Devis**

ENTRE COTRAITANTS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
ABB FRANCE		0.00 €	20%	0.00 €
EIFFAGE CONSTRUCTION SUD EST		0.00 €	20%	0.00 €
SA ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE	Création complément d'éclairage sous sombreière	41 383,46 €	20%	49 660.15 €
	Total	41 383.46 €	20%	49 660.15 €


SIGNATURES

ABB FRANCE

Alexandre
Corcellut

Digitally signed by Alexandre Corcellut
DN: cn=Alexandre Corcellut, c=CH, o=ABB Area Buven Buven Ltd
Date: 2025.02.14 10:23:37 +0100

EIFFAGE CONSTRUCTION SUD EST



Eiffage Construction Sud-Est
Etablissement Eiffage Construction Var
126, Allée de Paris
83500 La Seyne-sur-Mer
SAS au capital de 1 155 000 €
353 286 065 00167 - RCS Marseille

SA ELECTRICITE INDUSTRIELLE
JP FAUCHE

ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE JP FAUCHE
Agence VAR
198 avenue Irène et Frédéric Joliot-Curie
83130 LA GARDE
RCS 308 154 570
var@jfauche.com
Tél : 04 98 08 30 33



MANDATAIRE :	ABB France 14, rue Jean-Jacques Vernazza 13 321 MARSEILLE CEDEX 16
OBJET DU MARCHÉ :	TRAVAUX DE CONNEXION D'ELECTRIFICATION DES NAVIRES A QUAIS DU PORT TOULON COTE D'AZUR.

ORDRE DE SERVICE AU GROUPEMENT N°22 - Marché n° 66RL21 - 21365

Le représentant de l'acheteur public notifie au mandataire du groupement solidaire conjoint ABB France, Eiffage Construction SUD EST, SA ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE, l'ordre d'exécuter les prestations suivantes :

Travaux Mise en œuvre d'un éclairage complémentaire sous l'ombrière.

- Fourniture et mise en œuvre des sources lumineuses de type LED ;
- Fourniture et mise en œuvre du génie civil pour le réseau d'alimentation ;
- Fourniture et mise en œuvre des réseaux ;

Ces travaux seront rémunérés sur la base du prix nouveau provisoire suivant :

PN A5 :	
Mise en œuvre des systèmes d'éclairage spécifique à l'exploitation sous l'ombrière :	41 383,46 € HT

Total PN A1 41 383,46 € HT

PN A5 : Travaux mise en œuvre des systèmes d'éclairage spécifique à l'exploitation sous l'ombrière : **41 383,46 € HT**, conformément au devis et sous détail de prix joint.

Il entraîne une plus-value au montant du marché dont le nouveau montant sera contractualisé au titre d'un avenant.

Cette prestation est à intégrer au niveau de la facturation dans la cadre de la tranche optionnelle n°1.

Le titulaire du marché devra, sous peine de forclusion, faire connaître ses réserves par écrit dans les quinze jours qui suivent la remise du présent ordre de service.

A Toulon, le

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ACCUSE DE RECEPTION

Je soussigné, ...
représentant de l'entreprise titulaire désignée ci-dessus certifie avoir reçu un exemplaire du
présent ordre de service.

A....., le

Signature et cachet :

OBJET DU MARCHE :	TRAVAUX DE CONNEXION D'ÉLECTRIFICATION DES NAVIRES A QUAIS DU PORT TOULON COTE D'AZUR		
N° du MARCHE :	66 RL 21	Montant initial :	17 062 820,00 € HT
TITULAIRE MANDATAIRE DU GROUPEMENT :	ABB France		

RAPPORT JUSTIFICATIF de l'OS 02

Dans le cadre de la réalisation des infrastructures d'électrification des quais de TCA, l'éclairage défini au cahier des charges a pour but d'assurer la sécurisation du cheminement piéton ainsi qu'un éclairage d'ambiance de la zone d'attente des personnes avant embarquement.

Pour des raisons d'exploitation la CCiV demande que soit réalisé le renforcement de l'éclairage initial afin d'augmenter le niveau d'éclairement global sur la zone de l'ombrière.

Il est donc nécessaire de réaliser les travaux de réseaux permettant la mise en œuvre des réseaux d'alimentation depuis le terminal jusqu'à l'ombrière

De réaliser la mise en œuvre de lanternes de type routière ayant un flux extensifs fixé à la structure de l'ombrière.

La prestation intègre.

Plus-value de **41 383,46 € HT** :

- Piquetage, définition des plans ;
- Création des réseaux d'alimentation ;
- Mise en œuvre des protections électriques dans le TGBT du terminal ;
- Fourniture et réalisation des adductions du génie civil réseau ;
- Fourniture et pose des luminaires ;
- Réglage de l'installation ;
- Plan d'EXE / DOE.



○ Soit une plus-value totale de **41 383,46 € HT**

Les modifications ci avant se traduisent par une augmentation 0,24 % par rapport au montant initial du marché.

Les prix proposés font l'objet de décomposition et de sous détail qui ont été analysés et jugés acceptables.

Les prestations modificatives et les prix nouveaux seront contractualisés au titre d'un prochain avenant.

Fait à Toulon, le 07 février 2025

<p>Le conducteur d'opération Pôle Technique Direction des Infrastructures et des Déplacements</p> <p>Frédéric MESTIVIER</p> 	<p>Le Directeur Général Adjoint des Services Mobilité, Ports et Mobilités, Energies</p> <p>Alexis VILLEMIN</p> 
---	--

OFFRE COMMERCIALE

A l'attention de :	Mr MESTIVIER
Adresse :	HOTEL DE LA METROPOLE - 107 BOULEVARD HENRI FABRE - CS 30536 83041 TOULON cedex 09

Objet :	COMPLEMENT D'ECLAIRAGE GENAQ
Devis :	2025-869-1006
Date :	vendredi 7 février 2025
Affaire suivie par :	ERIC VENTURA
Email :	eventura@fauché.com

NOTRE PROPOSITION COMPREND LA FOURNITURE ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE SOLUTION PERMETTANT UN ECLAIRAGE SUPPLEMENTAIRE EN COMPLEMENT DES EQUIPEMENTS INSTALLES SUR LE PORT DE COMMERCE DE TOULON

DESIGNATION	REFERENCE	U	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
ARCHITECTURE DE LA DISTRIBUTION ELECTRIQUE		ENS	1	41 383,40 €	41 383,40 €
TERRASSEMENT POUR CHEMINEMENT AVEC OUVERTURE D'ENROBE FOURNITURE ET POSE DES FOURREAUX FOURNITURE ET POSE DES RESEAUX REPRISE DU TRAITEMENT DE SURFACE COMPACTAGE DES REMBLAIS AVEC 3 ESSAIS A LA PLAQUE CARROTAGE PIED DE BATIMENT POUR PENETRATION CABLE D'ALIMENTATION LANTERNE 100w LED		Ens ml U	1 100 12	36 617,98 € 4,11 € 362,89 €	36 617,98 € 410,85 € 4 354,63 €

ELECTRICITE INDUSTRIELLE JF FAUCHÉ
Agence Défense Alpes Var
136, Allée de la Vallée, 13000 Marseille
P. V. S. C. A. G. E. N. T.
SIRET 308 250 570 00642


MONTANT HT	41 383,46 €
TVA 20%	8 276,69 €
MONTANT TTC	49 660,16 €

Conditions générales d'affaires

1- OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

1.1 Les présentes conditions ont pour objet de préciser les droits et les obligations du Prestataire et de son Client applicables aux travaux et prestations du Prestataire des lots d'ouvrages sont acceptées par le Client sous quelque forme que ce soit, y compris de manière écrite et non écrite.

Elles s'appliquent à défaut de délégations particulières, acceptées préalablement et expressément par le Prestataire. Les présentes sont liées à toutes clauses contractuelles, proposées par le Client et non expressément acceptées par le Prestataire.

Les contrats conclus entre le Prestataire et le Client relèvent du régime du contrat d'entreprise. 1.2 Elles sont complétées par la norme NF P 03-001 applicable aux marchés privés de travaux, sauf dérogations expressément dans les présentes conditions générales ou dans les conditions particulières convenues entre les Parties.

2- CONCLUSION DU MARCHÉ

2.1 Toute offre du Prestataire a une validité de 30 jours, à compter de sa date d'établissement sauf dispositions particulières.

2.2 Un exemplaire de l'offre retournée signée par le Client, maître d'ouvrage, à valeur contractuelle et constitue l'acceptation du client.

2.3 Si l'acceptation de l'offre par le Client, quelle que soit son mode d'expression écrite, n'est pas conforme à l'offre qu'il a été adressée, le Prestataire ne pourra être lié que s'il a donné son acceptation expresse des nouvelles conditions.

3- PAIEMENTS

3.1 L'exécution du marché est soumise à l'anticipation d'un acompte de 30% du montant du devis payable à la commande. En cours de travaux, le Prestataire pourra clamer la réalisation des travaux de prorata de l'avancement. Le solde sera facturé à la réception des travaux.

3.2 Les factures sont payables dans un délai de 30 jours nets à compter de la date de facture. Aucun escompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé. Le Client maître d'ouvrage ne peut invoquer aucune cause que de soit pour dénier au maître les conditions de paiement, notamment une contestation sur la qualité de la Prestation ou un retard à la livraison, ou la contestation d'une facturation pour travaux supplémentaires ou modifications.

3.3 A défaut de paiement, des pénalités de retard de 10% du montant restant dû seront appliquées le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture. Les pénalités sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.

3.4 Tout retard de paiement entraîne de plein droit, outre les pénalités de retard, une obligation pour le débiteur de payer une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justification, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

3.5 En cas de non-paiement à échéance, le Prestataire pourra suspendre les travaux dans un délai de 15 jours après notification adressée au Client, maître de l'ouvrage.

Tout retard de paiement, de changement significatif dans la situation financière du Client entraîne par ailleurs, si bon semble au Prestataire : (i) de prononcer la déchéance du terme et en conséquence l'acceptation immédiate des sommes encore dues à quelque titre que ce soit, (ii) de suspendre toute exécution, (iii) de constater la résiliation du contrat en cours.

3.6 Lorsque le montant des travaux, déduction faite de l'acompte versé à la commande, est supérieur à 125000 €, le maître de l'ouvrage doit en garantir le paiement par un virement direct de rétablissement préalable en cas de recours au crédit ou en fournissant une caution bancaire conformément à l'article 1799-1 du Code Civil.

4- CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 Les travaux seront conformes aux spécifications des normes NF DTU en vigueur au jour de l'offre. En cas de dérogation à ces documents, demandée par le maître d'ouvrage, aucune garantie ne pourra s'appliquer à ces prestations.

4.2 Le délai d'exécution prévu à l'offre commencera à courir à compter de la réception par l'entreprise de l'acompte à la commande et de tout document, notamment technique, nécessaire à l'exécution des prestations.

4.3 Le délai d'exécution sera prolongé de plein droit dans les cas prévus par l'article 10 de la norme NF P 03-001 APVOR. Dans le cas où des pénalités et indemnités ont été convenues d'un commun accord, elles ont la valeur d'indemnisation forfaitaire, forfaitaire et sont exclusives de toute autre sanction ou indemnisation.

4.4 Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires. Le Client reconnaît que ces travaux supplémentaires et modifications peuvent avoir des conséquences notamment en termes de délais et de prix, et s'engage à se rapprocher du Prestataire afin de les arrêter. A défaut, le prix sera fixé à la fin des travaux et prestations. L'entrepreneur est habilité à prendre en cas d'urgence, toutes dispositions conservatoires nécessaires, sous réserve d'en informer le maître d'ouvrage.

4.5 L'eau, l'électricité, les outils, les aires de stockage et d'installation nécessaires à la réalisation des travaux seront mis à la disposition de l'entreprise en quantités suffisantes, conformément et à proximité des travaux.

4.6 Le Client versera à l'entrepreneur du Prestataire toute information, notamment technique, qu'il jugera essentielle à l'exécution des prestations afin que l'offre soit la plus adaptée aux besoins exprimés. Le cahier des charges doit être suffisamment précis, adapté à la prestation et renseigné pour permettre au Prestataire d'exécuter le contrat.

5- REMUNERATION DU PRESTATAIRE

5.1 Sous réserves contractuelles, les prix qui sont proposés dans l'offre sont toujours estimatifs et ne sauraient, en aucun cas, être considérés comme définitifs. Ils s'entendent hors frais de compte rendu, de pilotage, de chantier, d'organisation de chantier et hors toutes sujétions y afférentes. Ils sont exprimés avec la TVA en vigueur au jour de la facture.

5.2 Nos prix seront révisés à la date de réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de règlement par application du coefficient de la variation selon l'indice BT 47. L'indice initial est celui contenu à la date de remise de l'offre. L'indice du mois de révision sera pris avec le même décalage.

5.3 Le prix des prestations ne comprend pas les coûts éventuels de police d'assurances particulières non obligatoires qui seraient demandées.

5.4 En cas de changement de circonstances rendant l'exécution du contrat plus onéreuse, le Prestataire ne pourra en assumer le risque et une renégociation du contrat devra intervenir.

En cas de désaccord des Parties lors de la renégociation, les Parties peuvent convenir de la résiliation du contrat à la date et aux conditions à déterminer.

6- HYGIENE ET SECURITE

6.1 Des locaux réservés à l'usage de vestiaires, réfectoire et WC devront être mis à la disposition du personnel de l'entreprise par les soins du maître de l'ouvrage en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux. Le chantier devra être équipé d'un brancardement d'urgence et d'une armoire de secours. En cas d'imprévisibilité ou d'urgence, les installations nécessaires seront assurées au maître d'ouvrage.

6.2 L'entrepreneur ne peut être tenu d'effectuer des travaux dont l'exécution présenterait un caractère dangereux, sans que soient mis en place les systèmes de prévention adéquats.

7- RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 La réception de travaux a lieu dès leur achèvement. Elle est prononcée à la demande du Prestataire, par le Client maître d'ouvrage, avec ou sans réserves. A défaut de réponse écrite du Client, maître d'ouvrage, dans les 15 jours calendaires suivant la demande de réception par le Prestataire, elle sera réputée prononcée sans réserve.

Dans le cas de réception avec réserves, celles-ci devront être énumérées de façon précise, exhaustive et, s'il y a lieu, dûment documentées en annexe au procès-verbal de réception des ouvrages. Le délai pour la levée des réserves ne pourra être inférieur à 30 jours à compter de la notification du Procès-verbal de réception. La réception est réputée prononcée dès lors que l'ouvrage répond globalement au cahier des charges. La réception ne peut être refusée ou retardée pour des réserves mineures n'affectant pas la conformité générale de l'ouvrage.

7.2 A défaut elle résultera automatiquement de la prise de possession des lieux par le maître d'ouvrage, entraînant un transfert de risques.

7.3 La réception libère l'entrepreneur de toutes les obligations contractuelles autres que les garanties et responsabilités légales.

7.4 Les motifs de refus de réception doivent être précisés par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours suivant la demande de l'entreprise. Si la visite a eu lieu, les motifs doivent être indiqués sur le procès-verbal de réception.

7.5 Si la réception doit intervenir judiciairement, les frais correspondants seront à la charge du maître d'ouvrage.

8- GARANTIES DU PRESTATAIRE

8.1 Les Prestataires sont soumis aux garanties légales en vigueur applicables au contrat et aux types de prestations réalisées conformément dans les limites de celles fixées par la loi. Toute réparation, modification ou tout remplacement de nos ouvrages et de leurs éléments d'équipement effectué par le Prestataire pendant la période de garanties ne peut avoir pour effet de prolonger la durée de celles-ci.

8.2 L'ensemble de nos matériels sont garantis suivant la garantie prévue au fabricant. Les travaux de main d'œuvre et le déplacement sont exclus de la garantie et peuvent être inclus dans un contrat d'entretien.

9- RESPONSABILITE

Sous réserves d'ordre public, la responsabilité du Prestataire ne pourra en aucun cas excéder 40 % du montant HT du contrat. La responsabilité du Prestataire est limitée aux dommages matériels directs causés au Client qui résulteraient de manœuvres du Prestataire dans l'exécution du contrat. Le Prestataire n'est pas tenu de réparer les conséquences dommageables des fautes commises par le Client ou des tiers en rapport avec l'exécution du contrat. En aucune circonstance, le Prestataire ne sera tenu d'indemniser les dommages indirects, ainsi que les dommages immatériels, directs ou indirects, tels que pertes d'exploitation, de profit, d'une chance, préjudice commercial, manque à gagner, etc.

10- PROPRIETE DES DOCUMENTS

Lorsque les prestations nécessitent des données techniques (plans, schémas, descriptions, calculs ou autres) fournis avec les devis ou postérieurement, le Prestataire conserve la propriété intellectuelle de ces éléments. Le Prestataire conserve l'ensemble des droits de propriété intellectuelle attachés à ces documents, quels que soit leur nature, dans la mesure où ils correspondent à des éléments du savoir-faire du Prestataire.

11- RESERVE DE PROPRIETE

11.1 Le Prestataire conserve la propriété des biens vendus jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires. Ne constitue pas paiement au sens de cette clause, la remise d'un titre créant une obligation de payer. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au Client, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration des biens vendus ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner. Dans le cadre de son activité, le Client est autorisé à revendre les matériels livrés mais ne pourra en aucun cas les donner en gage ou en transférer la propriété à titre de garantie.

11.2 En cas de revente, le Client s'engage expressément à régler immédiatement le solde du prix de vente existant dû au vendeur. En cas de revente de matériel avant l'expiration intégrale de son prix, le Client s'engage à indemniser le Prestataire l'indemnité du sous acquiescer afin de lui permettre d'annuler immédiatement son droit de revendication sur le prix.

11.3 Dans le cadre de son activité le Client est également autorisé à transformer le matériel livré. En cas de transformation, ce dernier s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due.

11.4 Au cas où le client suivrait d'une procédure collective, les parties seront respectivement tenues par les dispositions légales en vigueur.

12- CLAUSE NULLE

La nullité d'une clause des présentes n'entraîne pas la nullité des autres clauses.

13- CONTESTATIONS- DROIT APPLICABLE

Le droit applicable aux présentes est le droit français.

Les parties s'engagent à tenter de régler leurs différends à l'amiable avant de saisir le Tribunal compétent. A défaut d'accord amiable et sauf dispositions contraires d'ordre public, les litiges seront portés devant le tribunal de commerce de Montpellier (32).

Désignation

COMPLEMENT ECLAIRAGE CENAO

- Sur entreprise : $(1+2) / Q +$
- Sur fourniture : $(3) / Q +$
- Sous-traitant : $(4) / O +$

Abus et hémorragies
P.U. prévisionnel +

Prix de vente I.L.T. :

07/02/2025

A Toulon
L'entreprise,
FAUCHÉ

Accepté par le Maître d'Ouvrage

Direction Générale concernée :

POLE TECHNIQUE - Direction des Infrastructures et des Déplacements

POLE AMENAGEMENT - Mobilité, Ports et Mobilités, Energies

Direction :

Territoires et proximité

Affaire suivie par :

Chargé d'opération : F. MESTIVIER

**RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT n°5
A UN CONTRAT DE TRAVAUX
(HORS APPLICATION DE L'ARTICLE 14 DU CCAG TRAVAUX)**

Marché n°66 RL 21

**Objet : TRAVAUX DE CONNEXION D'ÉLECTRIFICATION DES NAVIRES A QUAIS
DU PORT TOULON COTE D'AZUR**

1- Descriptif du Marché

Procédure initiale	
Titulaire	ABB France / EIFFAGE CONSTRUCTION / JP FAUCHE
Date de notification	2 Avril 2021
Durée du marché	35 mois
Date de fin du marché	2023
Période d'exécution du marché lors de la demande d'avenant / de modification du contrat	Exécution
Montant du marché si ordinaire ou à tranches	17 062 812,00 € HT Toutes tranches affermies (Ferme et optionnelles : 1 à 5)
Avenant n°2	Prestations complémentaires
Avenant n°3, modification du contrat	Correction erreurs matérielles indices de révision
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant n°1 , date de notification 14 février 2022 Objet : Prestation complémentaires
	Avenant n°2 , date de notification 21 juin 2022 Objet : Prestations complémentaires
	Avenant n°3 , date de notification 18 Novembre 2022 Objet : modificatif au contrat.
Avenant n°4	Avenant n°4 , date de notification 18 Septembre 2024 Objet : Prestations complémentaires

Projet d'avenant n°5	Prestations complémentaires
Observations	

1- 1^{er} Fait générateur

Description de l'évènement :

Dans le cadre de la réalisation des infrastructures d'électrification des quais de TCA, l'éclairage défini au cahier des charges a pour but d'assurer la sécurisation du cheminement piéton ainsi qu'un éclairage d'ambiance de la zone d'attente des personnes avant embarquement.

Pour des raisons d'exploitation la CCiV demande que soit réalisé le renforcement de l'éclairage initial afin d'augmenter le niveau d'éclairement global sur la zone de l'ombrière pour assurer la sécurité des passagers en attentes ;

Solutions envisagées

Description des prestations nécessaires (joindre tout document nécessaire (plans, note BE, ...)) :

1. Mise en œuvre d'un éclairage complémentaire compatible à la demande de l'exploitant dans le but d'améliorer le niveau d'éclairement global.

Réalisation des prestations :

- Piquetage, définition des plans ;
- Création des réseaux d'alimentation ;
- Mise en œuvre des protections électriques dans le TGBT du terminal ;
- Fourniture et réalisation des adductions du génie civil réseau ;
- Fourniture et pose des luminaires ;
- Réglage de l'installation ;
- Plan d'EXE / DOE.

- Amélioration de la sécurité de la zone d'attente.

4 – Cas de Recours à un Avenant

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique

☐ **Article R2194-1** : Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

☐ **Article R2194-2** : Le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

☒ **Article R2194-5** : Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4 sont applicables.

☐ **Article R2194-6** : Le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, dans l'un des cas suivants :
1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 ;
2° Dans le cas d'une cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

☒ **Article R2194-7** : Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Pour l'application de l'article L. 2194-1, une modification est substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie :
1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
2° Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
3° Elle modifie considérablement l'objet du marché ;
4° Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

☒ **Article R2194-8** : Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies. Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables au cas de modification prévue au présent article.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

Non substantialité

Les modifications introduites ne peuvent pas être considérées comme substantielles car elles ne changent pas la nature globale du marché public en ce que toutes les conditions suivantes sont remplies :

- A. La réalisation des prestations des aménagements extérieurs n'impact pas les prestations initialement définies par le DCE. Dès lors nous pouvons parfaitement en déduire que les modifications n'auraient pas attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou encore permis le choix d'une offre autre que celles retenues, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale.
- B. En référence au rapport d'analyse des offres, ces modifications n'auraient pas modifié le classement et en conséquence ne modifient pas l'équilibre économique du marché public en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial.
- C. Le but du présent marché étant de réaliser un poste de conversion de 12 MW, les modifications résiduelles apportées ne modifient donc pas l'objet du marché public.
- D. Les modifications engendrées par le présent avenant seront pleinement réalisées par le groupement conjoint du marché initial, elles n'ont donc pas pour effet de remplacer le groupement initial par un nouveau groupement.

En conséquence nous pouvons en déduire que les modifications apportées au contrat introduites par l'avenant n°2, sont jugées non substantielles compte tenu du fait, qu'elles n'ont pas une importance déterminante sur l'analyse de l'acheteur, au regard des critères de jugement des offres, et donc, aucune importance déterminante lors de la comparaison des offres des candidats permettant d'aboutir au classement et choisir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Devis

Devis FAUCHE + sous-détails de prix

5 – Impact Financier

A) Plus-values fait générateur

Demande de la CCiV de renforcer le niveau d'éclairage de la zone d'attente sous ombrière se traduisent par une plus-value de 41 383.46 €HT.

Devis FAUCHE + sous-détails de prix

A) Analyse des documents joints

Les prix proposés font l'objet de décomposition et de sous détail qui ont été analysés et jugés acceptables. La prestation se répartie à l'organisation de la DPGF initiale et au mode de financement de l'opération.

SYNTHESE

	Montant	
Marché initial	17 062 820,00 €	
L'Avenant n°1 nouveau bureau du port	470 813,54 €	2,76%
L'Avenant n°2 Aménagement Ex bureau du port et modification géométrique du poste de conversion avec local CMSI	898 002,53 €	5,26%
L'Avenant n°3 Modification article 5.2 du CCAP	*	*
L'Avenant n°4 Traitement des abords extérieurs TCA / clôture ZAR / Sécurité incendie / réseau Ombrière	912 320,77 €	5,35%
Avenant 5 renforcement du niveau d'égaliement sous ombrière	41 383,46 €	0,24%
TOTAL Avenants 1, 2 et 4	2 322 520,30 €	13,61%
Nouveau montant du marché	19 385 340,30 €	

6- Mouvement financier

☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Par la signature de ce rapport, le demandeur certifie que le marché est en cours d'exécution et/ou a fait l'objet d'une prolongation (OS joint).


Fait à Toulon, le

**RESERVE
FINANCES**

Chef de projet
Frédéric MESTIVIER



Le DGA/le DGST
Alexis VILLEMIN

— 

AUX

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Procédure du marché initial	<input type="checkbox"/> Passage en CAO ou commission MAPA : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> Transmis en Préfecture : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Commission	<input type="checkbox"/> CAO <input type="checkbox"/> Commission MAPA <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Bureau Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

OFFRE COMMERCIALE

A l'attention de :

Mr MESTIVIER

Adresse :

HOTEL DE LA METROPOLE - 107 BOULEVARD HENRI FABRE
- CS 30536

83041 TOULON cedex 09

Objet :

COMPLEMENT D'ECLAIRAGE CENAG

Devis :

2025-869-1006

Date :

vendredi 7 février 2025

Affaire suivie par :

ERIC VENTURA

Email :

eventura@fauche.com

NOTRE PROPOSITION COMPREND LA FOURNITURE ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE SOLUTION PERMETTANT UN ECLAIRAGE SUPPLEMENTAIRE EN COMPLEMENT DES EQUIPEMENTS INSTALLES SUR LE PORT DE COMMERCE DE TOULON

DESIGNATION	REFERENCE	U	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
ARCHITECTURE DE LA DISTRIBUTION ELECTRIQUE		ENS	1	41 383,46 €	41 383,46 €
	TERRASSEMENT POUR CHEMINEMENT AVEC				
	OUVERTURE D'ENROBE				
	FOURNITURE ET POSE DES FOURREAUX				
	FOURNITURE ET POSE DES RESEAUX				
	REPRISE DU TRAITEMENT DE SURFACE				
	COMPACTAGE DES REMBLAIS AVEC 3 ESSAIS A LA PLAQUE				
	CARROTAGE PIED DE BATIMENT POUR PENETRATION	Ens	1	36 617,98 €	36 617,98 €
	CABLE D'ALIMENTATION	ml	100	4,11 €	410,85 €
	LANTERNE 100w LED	U	12	362,89 €	4 354,63 €

ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE
Agence Bonhoure Alpes Var
126, Av. Jean JF Fauche, 13011 Marseille
83134 LA GARDE
Tél : 04 13 94 20 57
eventura@fauche.com

MONTANT HT 41 383,46 €
TVA 20% 8 276,69 €
MONTANT TTC 49 660,16 €

Conditions générales d'affaires

1- OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

1.1 Les présentes conditions ont pour objet de préciser les droits et les obligations du Prestataire et de son Client applicables aux travaux et prestations du Prestataire dès lors qu'elles sont acceptées par le Client sous quelque forme que ce soit, y compris de manière tacite et non équivoque.

Elles s'appliquent à défaut de dérogations particulières, acceptées préalablement et expressément par le Prestataire. Les présentes font échec à toutes clauses contraires, proposées par le Client et non expressément acceptées par le Prestataire.

Les contrats conclus entre le Prestataire et le Client relèvent du régime du contrat d'entreprise. 1.2 Elles sont complétées par la norme NF P 03-001 applicable aux marchés privés de travaux, sauf dérogations expresses dans les présentes conditions générales ou dans les conditions particulières convenues entre les Parties.

2- CONCLUSION DU MARCHÉ

2.1 Toute offre du Prestataire a une validité de 30 jours, à compter de sa date d'établissement sauf dispositions particulières.

2.2 Un exemplaire de l'offre retournée signée par le Client, maître d'ouvrage, a valeur contractuelle et constitue l'acceptation du client.

2.3 Si l'acceptation de l'offre par le Client, quelle que soit son mode d'expression écrite, n'est pas confirmée à l'offre qui a été adressée, le Prestataire ne pourra être lié que s'il a donné son acceptation expresse des nouvelles conditions.

3- PAIEMENTS

3.1 L'exécution du marché est soumise à l'incasso d'un acompte de 30% du montant du devis payé à la commande. En cours de travaux, le Prestataire pourra facturer la réalisation des travaux au prorata de l'avancement. Le solde sera facturé à la réception des travaux.

3.2 Les factures sont payées dans un délai de 30 jours nets à compter de la date de facture. Aucun acompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé. Le Client maître d'ouvrage ne peut invoquer quelque cause que ce soit pour différer ou modifier les conditions de paiement, notamment une contestation sur la qualité de la Prestation ou un retard à la livraison, ou la contestation d'une facturation pour travaux supplémentaires ou modifications.

3.3 A défaut de paiement, des pénalités de retard de 10% du montant restant dû seront exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture. Les pénalités sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.

3.4 Tout retard de paiement entraîne de plein droit, outre les pénalités de retard, une obligation pour le débiteur de payer une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement.

Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justification, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

3.5 En cas de non-paiement à échéance, le Prestataire pourra suspendre les travaux dans un délai de 15 jours après notification adressée au Client, maître de l'ouvrage.

Tout retard de paiement, de changement significatif dans la situation financière du Client entraîne par ailleurs, si bon semble au Prestataire : (i) de prononcer la déchéance du terme et en conséquence l'exigibilité immédiate des sommes encaissées à quelque titre que ce soit, (ii) de suspendre toute exécution, (iii) de constater la résiliation du contrat en cours.

3.6 Lorsque le montant des travaux, déduction faite de l'acompte versé à la commande, est supérieur à 12000 €, le maître de l'ouvrage doit en garantir le paiement par un versement direct de rétablissement préalable en cas de recours au crédit ou en fournissant une caution bancaire conformément à l'article 1799-1 du Code Civil.

4- CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.1 Les travaux seront conformes aux spécifications des normes et DTU en vigueur au jour de l'offre. En cas de dérogation à ces documents, demandée par le maître d'ouvrage, aucune garantie ne pourra s'appliquer à ces prestations.

4.2 La date d'exécution prévue à l'offre commencera à courir à compter de la réception par l'entreprise de l'acompte à la commande et de tout document, notamment technique, nécessaire à l'exécution des prestations.

4.3 Le délai d'exécution sera prolongé de plein droit dans les cas prévus par l'article 10 de la norme NF P 03-001 AFNOR. Dans le cas où des pénalités et indemnités ont été convenues d'un commun accord, elles ont la valeur d'indemnisation forfaitaire, libératoire et sont exclusives de toute autre sanction ou indemnisation.

4.4 Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires. Le Client reconnaît que ces travaux supplémentaires et modifications peuvent avoir des conséquences notamment en termes de délais et de prix, et s'engage à se rapprocher du Prestataire afin de les arrêter. A défaut, le prix sera fixé à la fin des travaux et prestations. L'entrepreneur est habilité à prendre en cas d'urgence, toutes dispositions conservatoires nécessaires, sous réserve d'en informer le maître d'ouvrage.

4.5 L'eau, l'électricité, les accès, les aires de stockage et d'installation nécessaires à la réalisation des travaux seront mis à la disposition de l'entreprise en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux.

4.6 Le Client veillera à transmettre au Prestataire toute information, notamment technique, qu'il jugera essentielle à l'exécution des prestations afin que l'offre soit la plus adaptée aux besoins exprimés. Le contenu des charges doit être suffisamment précis, adapté à la prestation et renseigné pour permettre au Prestataire d'établir le contrat.

5- REMUNERATION DU PRESTATAIRE

5.1 Sauf stipulations contraires, les travaux proposés dans l'offre sont toujours estimatifs et ne sauront, en aucun cas, être considérés comme définitifs. Ils s'entendent hors frais de comptabilité, de pilotage, de chantier, d'organisme de contrôle et hors toutes sujétions y afférentes. Ils sont exprimés avec la TVA en vigueur au jour de la facture.

5.2 Nos prix seront révisés à la date de réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de règlement par application du coefficient de la variation selon l'indice ET 47. L'indice initial est celui contenu à la date de remise de l'offre. L'indice du mois de révision sera pris avec le même décalage.

5.3 Le prix des prestations ne comprend pas les coûts éventuels de police d'assurances particulières non obligatoires qui seraient demandées.

5.4 En cas de changement de circonstances rendant l'exécution du contrat plus onéreuse, le Prestataire ne pourra en assumer la risque et une renégociation du contrat devra intervenir.

En cas de désaccord des Parties lors de la renégociation, les Parties peuvent convenir de la résolution du contrat à la date et aux conditions à déterminer.

6- HYGIENE ET SECURITE

6.1 Des locaux décentés à usage de vestiaires, réfectoire et WC devront être mis à la disposition du personnel de l'entreprise par les soins du maître de l'ouvrage en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux. Le chantier devra être équipé d'un branchement d'eau potable et d'une arrivée de courant. En cas d'impossibilité ou d'insuffisance, les installations nécessaires seront facturées au maître d'ouvrage.

6.2 L'entrepreneur ne peut être tenu d'effectuer des travaux dont l'exécution présenterait un caractère dangereux, sans que soient mis en place les systèmes de prévention réglementaires.

7- RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 La réception des travaux a lieu dès leur achèvement. Elle est prononcée à la demande du Prestataire, par le Client maître d'ouvrage, avec ou sans réserves. A défaut de réponse écrite du Client, maître d'ouvrage, dans les 15 jours calendaires suivant la demande de réception par le Prestataire, elle sera réputée prononcée sans réserve.

Dans le cas de réception avec réserves, celles-ci devront être énumérées de façon précise, exhaustive et, s'il y a lieu, dûment documentées en annexe au procès-verbal de réception des ouvrages. Le délai pour la levée des réserves ne pourra être inférieur à 30 jours à compter de la notification au Procès-verbal de réception. La réception est réputée prononcée dès lors que l'ouvrage répond globalement au cahier des charges. La réception ne peut être refusée ou renvoyée pour des réserves mineures n'affectant pas la conformité générale de l'ouvrage.

7.2 A défaut elle résulte automatiquement de la prise de possession des lieux par le maître d'ouvrage, entraînant un transfert de risques.

7.3 La réception libère l'entrepreneur de toutes les obligations contractuelles autres que les garanties et responsabilités légales.

7.4 Les motifs de refus de réception doivent être précisés par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours suivant la demande de l'entreprise. Si la visite a eu lieu, les motifs doivent être indiqués sur le procès-verbal de refus.

7.5 Si la réception doit intervenir judiciairement, les frais correspondants seront à la charge du maître d'ouvrage.

8- GARANTIES DU PRESTATAIRE

8.1 Les Prestations sont soumises aux garanties légales en vigueur applicables au contrat et aux types de prestations énumérées strictement dans les limites de durées fixées par la loi. Toute réparation, modification ou tout remplacement de nos ouvrages et de leurs éléments d'équipement effectués par le Prestataire pendant la période de garanties ne peut avoir pour effet de prolonger la durée de celles-ci.

8.2 L'ensemble de nos matériels sont garantis suivant la garantie pièce ou travaillant. Les travaux de main d'œuvre et le déplacement sont exclus de la garantie et peuvent être inclus dans un contrat d'entretien.

9- RESPONSABILITE

Sauf dispositions d'ordre public, la responsabilité du Prestataire ne pourra en aucun cas excéder 40 % du montant HT du Contrat. La responsabilité du Prestataire est limitée aux dommages matériels directs causés au Client qui résulteraient de fautes imputables au Prestataire dans l'exécution du contrat. Le Prestataire n'est pas tenu de réparer les conséquences dommageables des fautes commises par le Client ou des tiers en rapport avec l'exécution du contrat. En aucune circonstance, le Prestataire ne sera tenu d'indemniser les dommages indirects, ainsi que les dommages immatériels, directs ou indirects, tels que pertes d'exploitation, de profit, d'une chance, préjudice commercial, manque à gagner, etc.

10- PROPRIETE DES DOCUMENTS

Lorsque les prestations nécessitent des études techniques (devis, plans, schémas, descriptions, catalogues ou autres) fournis avec les devis ou postérieurement, le Prestataire conserve la propriété intellectuelle de ces éléments. Le Prestataire conserve l'ensemble des droits de propriété intellectuelle attachés à ces documents quelle que soit leur nature, dans la mesure où ils correspondent à des éléments du savoir-faire du Prestataire.

11- RESERVE DE PROPRIETE

11.1 Le Prestataire conserve la propriété des biens vendus jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires. Ne constitue pas paiement au sens de cette clause, la remise d'un titre créant une obligation de payer. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au Client, dès la livraison, des risques de perte et de détérioration des biens vendus ainsi que des dommages qu'ils pourraient occasionner. Dans le cadre de son activité, le Client est autorisé à revendre les matériels livrés mais ne pourra en aucun cas les donner en gage ou en transférer la propriété à titre de garantie.

11.2 En cas de revente, le Client s'engage expressément à régler immédiatement le solde du prix de vente restant dû au vendeur. En cas de revente de matériel avant règlement intégral de son prix, le Client s'engage à indiquer au Prestataire l'identité du sous acquéreur afin de lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur le prix.

11.3 Dans le cadre de son activité le Client est également autorisé à transformer le matériel livré. En cas de transformation, ce dernier s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due.

11.4 Au cas où le client relèverait d'une procédure collective, les parties seront respectivement tenues par les dispositions légales en vigueur.

12- CLAUSE NULLE

La nullité d'une clause des présentes n'entraîne pas la nullité des autres clauses.

13- CONTESTATIONS- DROIT APPLICABLE

Le droit applicable aux présentes est le droit français.

Les parties s'engagent à tenter de régler leurs différends à l'amiable avant de saisir le Tribunal compétent. A défaut d'accord amiable et sauf dispositions contraires d'ordre public, les litiges seront portés devant le tribunal de commerce de Montauban (83).

Lot
ELECTRICITE



N° du prix
3

Designation
COMPLEMENT ECLAIRAGE CENAO

Quantités prévues / Unité : 1

Unité : I

Rendement estimé : I

N°	COMPOSITION DU PRIX DESIGNATION	U	Quantités	MATERIEL		MAIN-D'OEUVRE		FOURNITURE		SOUS-TRAITANT	
				P.U.	Total	P.U.	Total	P.U.	Total	P.U.	Total
1	TERRASSEMENT POUR CHEMINEMENT AVEC OUVERTURE D'ENROBE FOURNITURE ET POSE DES FOURREAUX FOURNITURE ET POSE DES RESEAUX REPRISE DU TRAITEMENT DE SURFACE COMPACTAGE DES REMBLAIS AVEC 3 ESSAIS A LA PILOI IF CARROTAGE PIED DE BATIMENT POUR PENETRATION MAIN D'ŒUVRE LANterne 100w LED	ENS II U	1,00 20,00 12,00	- 60,00 -	- -	- 1 200,00 -	- -	- 246,00 2 952,00	- -	34 431,05 34 431,05	
				Total		Total		Total		Total	
				(1)		(2)		(3)		(4)	
				Total		(1+2)		(3)		(4)	
				36,00		1 200,00		2 952,00		34 431,05	
				354,24		(1+2)		(3)		(4)	
				2410,17		1 200,00		2 952,00		34 431,05	
				2800,41		1 200,00		2 952,00		34 431,05	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :		P.U. Soc :		P.U. Soc :		P.U. Soc :	
				36,00		38 583,05		38 583,05		38 583,05	
				354,24		(1+2)		(1+2+3+4)		(1+2+3+4)	
				2410,17		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				2800,41		1 200,00		1 200,00		1 200,00	
				Total FG :</							

